

Le concept de capital social, analyse critique

Sophie Ponthieux - Insee - Division « Conditions de vie des ménages »

Résumé : Depuis une dizaine d'années, une abondante littérature s'est développée, d'abord aux Etats-Unis, autour du concept de « capital social ». Ses promoteurs bâtissent sur l'idée que les relations sociales, les normes et les valeurs partagées, et la confiance facilitent la coordination ou la coopération entre les individus ou les groupes. L'idée n'est pas très neuve. Ce qui est par contre nouveau, c'est de considérer en bloc la sociabilité et la participation associative, les normes et les valeurs, comme un stock de capital au niveau macro-social, et de l'ériger en principe explicatif de multiples phénomènes économiques et sociaux. La promotion du « concept », assurée d'abord par Robert Putnam, relayé par la Banque Mondiale puis l'OCDE, insiste sur les effets bénéfiques d'un « haut niveau » de capital social, voire son impact déterminant, sur, entre autres, le bien-être, la croissance, la santé publique, la qualité des gouvernements et la sécurité. Le concept reste assez flou, mais le discours peut séduire, alliant la promesse d'un capital qui ne coûte rien et qui profite à tous et la valorisation du « social ». Un problème toutefois, qui apparaît à l'examen des résultats empiriques, est que le capital social semble avoir des effets contradictoires selon le niveau auquel il est étudié, et selon les indicateurs employés pour le mesurer ; la conséquence malheureuse est que, dans une perspective opérationnelle, cela conduit à des prescriptions contradictoires. Pour les promoteurs, c'est une raison de plus pour poursuivre les efforts de recherche, en particulier la recherche des bons indicateurs du capital social. On propose ici plutôt une discussion sur l'intérêt de la mise en œuvre du concept comme catégorie d'analyse et comme catégorie statistique.